



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
12 septembre 2014

Original: français

Comité des droits de l'homme

112^e session

7-31 octobre 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Examen des rapports soumis par les États parties
en application de l'article 40 du Pacte**

Liste de points concernant le rapport initial d'Haïti

Additif

Réponses d'Haïti à la liste de points*

[Date de réception: 7 août 2014]

1. La République d'Haïti a soumis son rapport initial au Comité des droits de l'homme le 30 novembre 2012 conformément à l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Comité a adopté une liste de points (CCPR/C/HTI/Q/1) à sa cent-dixième session afin d'assister la délégation haïtienne dans la préparation de l'examen de son rapport. Il a été demandé à l'État haïtien de soumettre ses réponses le 8 août 2014 au plus tard. Une section du Comité interministériel des droits de la personne (CIDP) a recueilli les informations nécessaires auprès des institutions concernées par les thèmes en question et a proposé un projet de document réponse qui a été validé après la prise en compte de différentes réactions émanant tant du secteur public que de la société civile.

Cadre constitutionnel et juridique de l'application du Pacte, droit à un recours utile (art. 2)

2. Le Pacte a un statut supérieur aux lois en vertu de l'article 276-2 de la constitution, lequel dispose: «Les Traités ou Accords Internationaux, une fois sanctionnés et ratifiés dans les formes prévues par la Constitution, font partie de la Législation du Pays et abrogent toutes les Lois qui leur sont contraires». Les dispositions du Pacte ont été évoquées notamment lors du procès dit de «la Scierie» dans lequel ont été impliqués un ancien Premier Ministre, deux anciens ministres et un ancien Directeur général de la police. Ces personnes avaient été placées en détention durant une période de temps excédant les délais légaux sans jugement. Elles avaient exercé un recours contre leur détention préventive

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



prolongée en invoquant, entre autres lois, les dispositions du Pacte. Elles ont eu gain de cause.

3. Après la publication dans le Journal officiel de la loi organique de l'Office protecteur du citoyen (OPC) le 20 juillet 2012, et suite à un plaidoyer au Parlement, le budget de l'OPC est passé de 21 000 000 à 32 000 000 de gourdes permettant à l'institution d'être présente sur tout le territoire national par la création d'une Direction des présences territoriales et le recrutement de 20 nouveaux agents répartis dans tous les départements géographiques du pays. Dans le cadre de leur travail, ces agents accordent une attention spéciale aux conditions générales de détention et particulièrement aux garanties judiciaires.

4. Pour l'année 2013, sur la base des plaintes reçues, 2 574 recommandations de l'OPC ont été suivies par les institutions mises en cause. Il s'agit des doléances portant sur le droit aux conditions de travail justes (révocation, salaire et arriérés de salaire), le refus par l'administration d'exécuter des décisions de justice, le droit à un procès équitable et à un recours effectif, le droit à la liberté et à la sécurité de la personne et d'autres problèmes liés à l'accès aux services publics ainsi qu'aux violations du principe de la présomption d'innocence. Dans la majorité des cas, des réponses ont été apportées notamment à des questions relatives aux garanties judiciaires et d'atteinte à l'intégrité physique impliquant le plus souvent des agents de la police nationale d'Haïti (PNH). Les catégories le plus souvent bénéficiaires de ces interventions sont: les détenus, les personnes déportées des États-Unis et du Canada, les fonctionnaires, le personnel judiciaire.

5. Parallèlement plusieurs secteurs qui ont fait l'objet de recommandations officielles ont pris des mesures pour résoudre les problèmes soulevés, on peut citer:

- Le démarrage du processus de transfert de compétences par le Ministère de la justice au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ), l'instauration dans toutes les juridictions des tribunaux de premières instances des procédures de comparution immédiates et la tenue des audiences correctionnelles spéciales;
- L'annulation du délai probatoire pour les rapatriés de force, l'augmentation graduelle du budget de l'OPC, l'annulation de la circulaire du Ministère de la justice et de la sécurité publique faisant injonction à tout magistrat de solliciter l'autorisation du Ministre de la justice avant d'engager toute poursuite judiciaire contre un policier, l'ouverture d'enquêtes systématiques par le CSPJ sur le mouvement du personnel judiciaire;
- La mise en place d'une commission de révision chargée de réexaminer les dossiers des policiers renvoyés dans le cadre du processus de *vetting*, une meilleure attention par la PNH aux recommandations de l'OPC selon le vœu de l'article 7.12 de la loi portant organisation et fonctionnement de la PNH, l'institutionnalisation du Comité interministériel chargé des droits de la personne, la mise en place des comités de suivi de la chaîne pénale dans toutes les juridictions des tribunaux de première instance.

6. Du point de vue normatif, des réponses ont été apportées notamment aux questions portant sur l'adoption ou la publication des textes de loi conformes au standard international: la publication du décret de ratification du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la ratification des protocoles relatifs aux droits de l'enfant, le vote de la nouvelle loi réglementant l'adoption en Haïti, l'élaboration d'un avant-projet d'un code de protection des enfants, le vote et la promulgation de la loi sur la traite des personnes, le vote et la promulgation de la loi sur la prévention et la répression de la corruption, la promulgation de la loi sur la paternité, la maternité et la filiation; une proposition de loi-cadre sur les institutions indépendantes fait l'objet d'examen au Parlement suite aux discussions engagées par l'OPC avec les responsables des autres

institutions indépendantes, la signature de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants entre autres.

7. Dès le retour d'exil de Jean Claude Duvalier, le 16 janvier 2011, plusieurs personnes affirmant avoir été victimes de son régime ont porté plainte. Un juge d'instruction a été choisi pour mener l'enquête judiciaire et ce magistrat a rendu, le 27 janvier 2012, son ordonnance dont le dispositif est ainsi libellé:

«PAR CES MOTIFS, écartons le réquisitoire définitif du Commissaire du Gouvernement, nous, [...], Disons qu'il existe des indices graves et concordants tendant à renvoyer le nommé Jean-Claude DUVALIER au Tribunal Correctionnel pour être jugé pour le délit de détournements de fonds public et déclarons qu'il y a lieu à suivre contre lui, le renvoyons en conséquence au Tribunal Correctionnel pour être jugé conformément aux dispositions des articles 117 et 118 du Code d'Instruction Criminelle. Ordonnons enfin que toutes les pièces du dossier ensemble de la présente ordonnance soient transmises au Commissaire du Gouvernement pour les suites de droit».

8. Cette ordonnance a été contestée tant par l'inculpé lui-même que par les plaignants qui ont interjeté appel les 15, 16 et 17 février 2012. Le 20 février 2014, la cour d'appel de Port-au-Prince a rendu un arrêt avant-dire droit dont le dispositif est ainsi conçu:

«Par ces Motifs, la Cour, après en avoir délibéré conformément à la loi, en la Chambre du Conseil, le ministère public entendu, reçoit en la forme l'appel de l'inculpé Jean Claude Duvalier en date du 23 février 2012 et celui des plaignants parties civiles dans l'instance [...] interjeté par déclaration au greffe du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, respectivement en date des 15, 16 et 17 février 2012; Par contre, déclare irrecevable celui des nommés [...] pour n'avoir pas été interjeté dans le délai légal;

- Dit qu'il a été mal ordonné et bien appelé;
- Infirme l'ordonnance querellée; Reconnaît que la notion de crime contre l'humanité fait partie de la Coutume Internationale et que la coutume internationale fait partie du droit interne haïtien;
- Dit et déclare que les actes reprochés au nommé Jean Claude Duvalier constituent des crimes contre l'humanité et sont, de par leur caractère continu, imprescriptibles et que les dispositions des articles 464, 465 et 466 du CIC invoqués par l'inculpé Jean Claude Duvalier ne sont pas applicables en l'espèce;
- Dit que de sérieux indices relatifs à la participation indirecte et à la responsabilité pénale de l'inculpé Jean Claude Duvalier sont évidents pour s'être abstenu de prendre les mesures nécessaires et raisonnables afin d'empêcher la commission des crimes et en punir les auteurs;
- Rejette l'exception tirée du principe de la litispendance soulevée par l'inculpé Jean Claude Duvalier parce que non fondée; Rejette les observations de la partie inculpée relatives au dossier du ministère public qui se trouve à la Cour de Cassation et ce conformément aux dispositions de l'article 99, 4 et 5 alinéas du décret du 22 août 1995 sur l'organisation judiciaire;
- Dit que, relativement aux plaignants régulièrement intervenus dans l'instance et qui n'ont pas été entendus par le Juge d'Instruction, aux inculpés pouvant entrer dans la rubrique "et consorts", aux inculpés décédés et aux témoins éventuels mentionnés par les plaignants à l'occasion de leurs dépositions par-devant la Cour, une nouvelle information consistant en:

- 1^o) L'audition de tous les plaignants qui n'ont pas été entendus par le Juge d'Instruction, lesquels sont intervenus dans l'instance par des plaintes formelles produites au Parquet du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince et transmises au Juge d'Instruction avec des réquisitoires supplétifs;
- 2^o) La convocation et l'interrogatoire de tous les inculpés cités dans les réquisitoires d'informer du Parquet en date des 20 avril 2008 et 18 janvier 2011, l'identification de ceux entrant dans la rubrique "et consorts" et la précision de la situation des inculpés décédés;
- 3^o) L'audition, à titre de témoins, de tous les citoyens cités par les plaignants à l'occasion de leurs dépositions par devant la Cour, l'accomplissement de tous actes d'instruction si nécessaires notamment, l'identification d'autres témoins éventuels au cours de la nouvelle information, s'avère nécessaire;
- Ordonne, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1979 sur l'Appel Pénal, un supplément d'instruction. Désigne, pour ce faire, dans le délai légal, le Juge [...] de la Cour d'Appel de Port-au-Prince».

9. Le 7 mars 2014, l'un des avocats de Jean-Claude Duvalier a fait une déclaration en pourvoi contre l'arrêt avant-dire droit de la cour d'appel de Port-au-Prince en date du jeudi 20 février 2014. Dans l'après-midi du même jour, dans une déclaration faite au greffe de la cour d'appel de Port-au-Prince, Jean-Claude Duvalier, a introduit une demande de renvoi par-devant une autre cour d'appel pour cause de suspicion légitime aux termes de l'article 429 du Code d'instruction criminelle. Le 14 mars 2014, les avocats de Monsieur Duvalier ont signifié aux parties copie de la requête en date du 10 mars de l'année en cours, adressée aux Président et Juges de la Cour de cassation de la République contenant les moyens de la demande de dessaisissement et du pourvoi.

10. Le gouvernement haïtien, respectueux des principes de l'état de droit, n'intervient ni dans un sens ni dans un autre dans cette affaire, laissant la justice suivre son cours. Toute intervention inopportune constituerait non seulement une violation de ce principe mais également des droits de Monsieur Duvalier d'avoir un procès équitable.

11. Par un arrêté en date du 28 mars 1995, il a été créé une «Commission nationale de vérité et de justice» composée de sept membres, chargée selon l'article 2 dudit arrêté: «d'établir globalement la vérité sur les plus graves violations des droits de l'homme commises entre le 29 septembre 1991 et le 15 octobre 1994 à l'intérieur et [...]du pays et d'aider à la réconciliation de tous les Haïtiens, et ce, sans préjudice aux recours judiciaires pouvant naître de telles violations».

12. Dans l'exécution de son mandat, la Commission a reçu plus de 5 500 témoignages, identifié 8 667 victimes et répertorié 18 629 cas de violations des droits de l'homme. La Commission a mené des investigations spécifiques sur des cas de violences sexuelles contre les femmes et d'abus commis sur des journalistes ainsi que sur le massacre de Raboteau d'avril 1994.

13. Dans son rapport final, la Commission a présenté une liste de noms de personnes accusées d'avoir perpétré des actes constituant une violation des droits de l'homme durant cette période et recommandé que les autorités judiciaires poursuivent les investigations et condamne les responsables. La Commission a également recommandé la création d'une autre commission qui serait chargée des réparations, de la réforme du système judiciaire et de l'adoption de nouvelles lois contre les violences de genre en général et les viols en particulier.

14. Des procès ont été organisés suite aux recommandations contenues dans le rapport et le plus significatif a été celui de Raboteau, clôturé en 2000, à l'issue duquel 59 personnes ont été jugées, incluant le haut commandement militaire et les principaux chefs du Front révolutionnaire pour l'avancement et le progrès haïtiens (FRAPH), un groupe paramilitaire. Trente-sept de ces cinquante-neuf personnes ont été jugés par contumace et le jury a condamné seize des vingt-deux personnes présentes pour leur participation au massacre. Les peines infligées l'ont été comme suit: de quatre à neuf ans de prison (4 personnes) à la prison à vie (12 personnes). Des réparations ont été accordées aux victimes par le tribunal mais aucune information n'est disponible sur le versement d'un quelconque montant aux victimes. Toutes les personnes jugées par contumace ont été condamnées aux travaux forcés à perpétuité, toutefois, un arrêt de la Cour de cassation a renversé cette décision pour incompétence du tribunal qui l'avait prononcé.

15. Créé par arrêté en date du 26 avril 2013, le CIDP a pour rôle de coordonner et d'harmoniser les politiques publiques en matière de droits humains. Le CIDP se compose des personnalités suivantes:

- La ministre déléguée auprès du Premier Ministre chargée des droits de l'homme et de la lutte contre la pauvreté extrême: Président;
- Le ministre des affaires étrangères;
- Le ministre de la justice et de la sécurité publique;
- Le ministre de l'intérieur et des collectivités territoriales;
- Le ministre des affaires sociales et du travail;
- Le ministre à la condition féminine et aux droits des femmes;
- Le ministre de la santé publique et de la population;
- Le ministre de la culture;
- Le ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.

16. Trois sous-comités ont été créés au sein du CIDP par regroupement des institutions publiques concernées et en fonction des droits à traiter. Deux autres sous-comités interviennent en fonction de l'exécution des actions prévues. Les trois sous-comités constitués en fonction des droits sont:

- **Le Sous-comité des droits économiques sociaux et culturels** Domaines d'intervention: droit des personnes âgées, des handicapés, des enfants, des femmes; droit au travail, au logement décent, à la santé, à l'éducation et à l'alimentation. Au sein de ce sous-comité, nous retrouvons la Cellule de valorisation et de la promotion culturelle qui concerne les droits linguistiques, d'auteur, à la liberté de conscience, des cultes, à l'information et aux loisirs;
- **Le Sous-comité de la protection de l'environnement** Domaines d'intervention: accès à l'eau, droit à la jouissance collective et équitable des ressources naturelles, promotion de l'hygiène publique, aménagement des bassins versants et protection de la biodiversité;
- **Sous-comité de la justice et de la sécurité publique** Domaines d'intervention: droit à liberté de réunion et d'association; droit des personnes privées de liberté; droit à la sécurité; droit à un procès équitable; accès à la justice (justice de proximité, moindre coût, langue comprise etc.).

17. Le Bureau de la Ministre déléguée auprès du Premier Ministre chargé des droits humains et de la lutte contre la pauvreté extrême travaille activement sur l'élaboration du Plan national des droits de l'homme (PNDH). Une première ébauche de ce document a été soumise à l'approbation des membres du CIDP en juin 2014.

18. Dans le cadre de l'élaboration de ce document, il est prévu tout une série d'actions comme: campagne de promotion sur toute l'étendue du territoire; présentation aux organisations de la société civile; organisation d'ateliers de validation, etc. Les commentaires et suggestions recueillis permettront au CIDP, assisté de consultants, de finaliser le plan. Le document final sera soumis au Président de la République et au Premier Ministre. Dans ce plan, il est prévu «un programme d'éducation aux droits de l'homme».

Non-discrimination, égalité entre homme et femme (art. 2, 3, 23 et 26)

19. Il n'existe pas encore de données statistiques globales sur l'application du quota de 30 % des femmes à tous les niveaux de la vie nationale depuis son entrée en vigueur. Toutefois, quelques informations recueillies dans différentes institutions démontrent que des progrès significatifs ont été enregistrés sur ce point. Ainsi, dans l'administration de la Présidence sur 17 fonctions de responsabilité 10 sont occupées par des femmes soit 58 %. Un comité multisectoriel a été mis sur pied par l'État haïtien en vue de veiller à l'application des prescrits constitutionnels en matière du quota d'au moins 30 % de femmes dans l'administration publique.

20. Par ailleurs, un bureau d'équité de genre a été créé au Parlement le 2 décembre 2013. Son objectif est de veiller à ce que toutes les lois qui seront votées au Parlement mettent en valeur la question de l'équité du genre. Ce bureau servira également de plateforme d'échange entre le Parlement, les associations féministes et la société civile. Il aura aussi pour tâche de surveiller l'application du quota de 30 % de femmes dans l'administration publique.

21. Le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes travaille sur la finalisation d'une politique d'égalité homme/femme et ce, dans tous les domaines. À cet égard, le 7 août 2013, le Conseil des ministres a approuvé la convocation du Forum des directeurs généraux en vue de débattre, entre autres, de la politique gouvernementale sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

22. Dans le but de réduire les discriminations basées sur le genre, différents programmes ont été mis en œuvre par le Ministère de la santé publique et de la population pour la prise en compte des besoins spécifiques basés sur le genre, notamment le renforcement de la vaccination de routine pour les femmes enceintes et les femmes d'âge fertile et la mise en place de la gratuité des consultations prénatales dans les institutions sanitaires publiques. Des activités de sensibilisation du personnel des différents départements sanitaires sur l'équité de genre ont également été réalisées.

23. De plus, une campagne de sensibilisation a été organisée par le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes, en partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et les maisons d'édition sur les stéréotypes dans les manuels scolaires. Une Direction des affaires juridiques a été opérationnalisée au sein du Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes en avril 2013. Elle est chargée, d'une part, de l'accompagnement des femmes victimes de violences spécifiques, et, d'autre part, de la révision des lois et textes discriminatoires ainsi que du suivi de l'application des traités et conventions en matière de droits des femmes.

24. La loi sur la paternité, la maternité et la filiation a été promulguée en juin 2014. Elle renforce sur le plan juridique le principe de l'égalité entre tous les enfants qu'ils soient nés de couples mariés ou non et innove en autorisant l'action en recherche de paternité ou de maternité qui était jusqu'alors interdit.

25. Le bureau du Secrétaire d'État à l'intégration des personnes handicapées (BSEIPH) a été créé en 2007. Le BSEIPH assure la mise en place de politiques et de programmes visant l'intégration des personnes handicapées. Pendant la période allant de mars 2012 au 31 janvier 2014, le BSEIPH a travaillé, de concert avec des partenaires au niveau de l'État et de la société civile, en vue de renforcer ses capacités institutionnelles et celles des associations œuvrant dans le domaine du handicap; faciliter à un plus grand nombre de personnes handicapées l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle aussi bien en milieu ordinaire qu'en milieu spécialisé; augmenter l'accès des personnes handicapées à la protection sociale, l'emploi et l'entrepreneuriat; promouvoir la mise en place d'infrastructures physiques accessibles aux personnes handicapées; promouvoir et renforcer le cadre juridique en faveur des personnes handicapées; et faciliter à un plus grand nombre de personnes handicapées l'accès aux soins de santé et aux services de réhabilitation. Le Gouvernement a procédé à la ratification de deux Conventions internationales de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA) sur les droits des personnes handicapées.

26. De même, des institutions comme le Conseil national pour la réhabilitation des personnes handicapées (CONARHAN) a fonctionné de 1983 à 2007, mais avait cessé ses travaux pendant un certain temps. Un arrêté présidentiel publié en octobre 2013 a renouvelé les 8 membres de ce Conseil pour un mandat de deux ans. La loi portant sur l'intégration des personnes handicapées a été adoptée par le Parlement le 13 mars 2012 et promulguée le 21 mai 2012. Cette loi fait obligation à l'État de prendre des mesures en vue de faciliter l'inclusion des personnes handicapées dans la vie nationale.

27. Par ailleurs, un programme d'éducation spéciale pour handicapés est en cours de développement au Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.

28. Une campagne de sensibilisation de la société sur les droits et les capacités des personnes handicapées a été réalisée. Des ateliers de formation, à l'intention des magistrats et des étudiants de l'École de la magistrature sont organisés. Le gouvernement a procédé au renforcement des associations de personnes handicapées et mène une campagne de sensibilisation pour l'application des normes d'accessibilité universelle ainsi que pour le droit au travail des personnes handicapées.

29. Le BSEIPH reçoit les personnes handicapées qui s'estiment victimes de discrimination. À cet effet, des informations leur permettant d'évaluer les options judiciaires relatives à leurs cas sont offertes. À noter que présentement, le BSEIPH ne dispose pas de ressources nécessaires pour leur offrir un accompagnement légal.

30. La loi portant sur l'intégration des personnes handicapées a été adoptée par le Parlement le 13 mars 2012 et promulguée le 21 mai 2012. Cette loi fait obligation à l'État de prendre des mesures en vue de faciliter l'inclusion des personnes handicapées dans la vie nationale. Suite au premier Forum du Gouvernement sur les politiques publiques inclusives en matière de handicap, la Primature a pris la circulaire n° 15, rappelant aux différents ministères l'urgence de faire appliquer les prérogatives de ladite loi.

31. La loi portant sur l'intégration des personnes handicapées a été traduite en créole et en braille, de concert avec l'OEA et le support financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Une version audio a aussi été produite. Trois mille exemplaires en créole et en français ont été distribués à travers le pays.

32. Répondant aux exigences de ladite loi, un projet de loi visant la mise en œuvre d'un Fonds de solidarité nationale pour l'intégration des personnes handicapées est en cours d'élaboration.

33. Un comité ad hoc a été mis en place en vue de travailler sur le projet d'un arrêté concernant les normes de construction prenant en compte les principes de l'accessibilité universelle en partenariat avec le Ministère des travaux publics, transport et communication

et l'OEA. Ceci a mené à la création d'un Comité interministériel de suivi en matière de handicap (CISH), par Arrêté du 9 janvier 2014. Le CISH a comme mission d'assurer la coordination et l'harmonisation des politiques publiques dans le domaine du handicap en vue de faciliter l'accès des personnes handicapées aux infrastructures physiques et aux services publics.

34. Un projet d'harmonisation du Code du travail haïtien avec la loi portant sur l'intégration des personnes handicapées est en cours. Grâce au support de la coopération brésilienne et cubaine, le Ministère de la santé publique et de la population est en train de mettre en place l'Institut haïtien de réhabilitation. Cet Institut, qui sera inauguré en 2014, offrira des services de réhabilitation à la population et sera impliqué dans la formation des professionnels en réhabilitation.

35. Plus de 500 fonctionnaires publics et des juges ont été formés, de concert avec l'OEA et le support financier de l'USAID, sur l'application de la loi portant sur l'intégration des personnes handicapées, le système de promotion et de protection des droits des personnes handicapées à l'égard des conventions de l'ONU et de l'OEA et sur les politiques publiques. Un partenariat est établi entre l'État et certaines institutions privées en vue d'intégrer un module sur l'accessibilité universelle dans le curriculum de formation des techniciens en construction.

36. Le 17 septembre 2013, le BSEIPH a organisé un salon de l'emploi pour mettre en relation des professionnels en situation de handicap avec des employeurs potentiels dans les secteurs privé, gouvernemental et non gouvernemental. Le salon était organisé conjointement par le BSEIPH et des organisations de la société civile notamment, la Fondation «J'aime Haïti», la Jeune chambre internationale d'Haïti, la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, le Christian Blind Mission, et l'USAID. Dix personnes handicapées ont pu trouver un emploi sur le champ et, à l'issue du salon, les profils professionnels de 67 autres personnes étaient à l'étude par divers employeurs publics et privés.

37. Le Gouvernement, avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'organisation AKSE/CARE, est en train d'élaborer le rapport initial de la République d'Haïti à soumettre au Comité des droits des personnes handicapées au premier trimestre 2014.

38. Le programme baptisé «Kore Moun Andikape» a été mis en place pour promouvoir les droits des personnes handicapées. Il prévoit une subvention publique en faveur de 25 000 personnes handicapées. Ce projet, instauré au cours de l'exercice 2012-2013, avec un effectif d'environ 2000 bénéficiaires, devrait être renforcé par le Fonds d'assistance économique et sociale durant l'exercice 2013-2014. Cette démarche est appelée à supporter d'autres actions tendant à rendre autonomes les personnes handicapées. Dans cette perspective, le Gouvernement a réitéré son engagement à faire de l'insertion des personnes handicapées, l'un des piliers de sa politique de justice sociale.

39. Dans le cadre de la semaine du handicap, à partir du 29 novembre, l'Unité de construction de logements et de bâtiments publics a remis les clés de nouveaux logements adaptés à 50 personnes en situation de handicap, dont certaines étaient des personnes déplacées internes vivant encore dans les camps créés suite au séisme de 2010.

40. L'État haïtien n'a pas pris de mesures spécifiques pour éliminer la discrimination contre les lesbiennes, gays et transgenres dans la mesure où ils ne subissent pas de persécutions en permanence. Toutefois, suite à la perpétration d'actes homophobes isolés, des représentants d'organisations lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) ont été reçus par la Ministre des droits de l'homme qui leur a manifesté publiquement sa solidarité et appelé la population haïtienne à faire preuve de tolérance envers eux.

État d'urgence (art. 4)

41. Sur tout le territoire haïtien, le Gouvernement a décrété l'état d'urgence le 31 octobre 2012 à la suite du passage de l'ouragan Sandy qui avait frappé tout le pays. Cette mesure a été prolongée pour une période d'un mois soit du 5 décembre au 5 janvier 2013. Cet état d'urgence n'a suspendu aucun des droits consacrés par le Pacte.

42. Les dispositions des articles 278 et suivants de la constitution haïtienne sont en conformité avec l'article 4 du Pacte. En effet, l'état de siège est déclaré sur tout ou une partie du territoire par un acte du Président de la République qui doit être contresigné par le Premier Ministre et les autres Ministres et porté convocation immédiate de l'Assemblée nationale appelée à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

43. L'article 278-2 de la constitution n'a pas précisé les garanties constitutionnelles pouvant être suspendues par l'Assemblée nationale conjointement avec l'exécutif. Cependant Haïti étant partie au Pacte, dans l'éventualité où cette situation se présenterait les dispositions de l'article 4 du Pacte seront prises en compte. Concernant la période de troubles politiques durant les années 2003-2004, malgré leur gravité, l'État n'a jamais suspendu les garanties constitutionnelles.

44. Suite au passage de l'ouragan Sandy, le Gouvernement haïtien a décrété l'état d'urgence le 31 octobre 2012 sur toute l'étendue du territoire national. Cet état d'urgence a été prolongé pour une période d'un mois soit du 5 décembre 2012 au 5 janvier 2013. Aucun droit garanti par le Pacte n'a été suspendu par cet arrêté qui n'a visé que la simplification des procédures administratives exigées pour la mobilisation de ressources financières.

Droit à la vie (art. 6)

45. Les exécutions extrajudiciaires sont des infractions pénales que le Gouvernement haïtien condamne. Quand ces infractions sont portées à la connaissance des autorités étatiques, leurs auteurs ont été livrés à la justice pour être entendus et jugés selon les dispositions du Code pénal.

46. Ainsi dans la commune de la Croix-des-Bouquets, situées dans le département de l'Ouest, trois jeunes personnes auraient été tuées par balles par un policier. Ce dernier, suite à un mandat du parquet près le tribunal de première instance compétent a été arrêté et son dossier transmis au Cabinet d'instruction pour les suites légales. L'institution policière prend toutes les mesures pour prévenir les exécutions sommaires. Au cas où cela surviendrait, une enquête administrative est réalisée et les suites légales sont données par la police.

47. La population haïtienne accuse un taux de croissance d'environ 1,5 % l'an pour une population d'environ 10,4 millions en 2012 dont 2,6 millions de femmes en âge de reproduction, selon les estimations de l'Institut haïtien de statistiques et informatiques. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale, la mortalité maternelle est passée en Haïti de 620 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990, à 550 en 1995, 460 en 2000, 410 en 2005 et 350 en 2010, soit une baisse de 43 % en 20 ans. Le rapport statistique 2013 publié par le Ministère de la santé publique et de la population montre qu'à partir des données recueillies dans le Système d'information sanitaire, le ratio est à 157 morts maternelles pour 100 000 naissances vivantes enregistrées.

48. La marge d'erreur des estimations des Nations Unies pour Haïti en 2010 se situe entre 210 et 610 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. Bien que cette baisse soit importante, elle demeure insuffisante et indique donc le besoin d'accélérer les efforts

consentis par les différents acteurs et qui ont permis de maintenir, durant ces cinq dernières années, cette tendance à l'amélioration des soins de santé reproductive.

49. En effet, quoiqu'estimé toujours trop faible, le pourcentage d'accouchements réalisés dans les établissements de santé est passé de 25 % en 2006 à 35,9 % en 2012, le pourcentage d'accouchements réalisés par des prestataires formés est passé de 26,1 % en 2006 à 37,5 % en 2012 alors que le taux d'utilisation des méthodes modernes de contraception est passé de 24,8 % en 2006 à 31 % en 2012 pour les femmes âgées de 15 à 49 ans (en union). Le taux de mortalité infantile est de 59 pour 1 000 naissances vivantes en 2012.

50. L'indice synthétique de fécondité est de 3,5 à l'échelle nationale alors que le nombre moyen d'enfants désirés est de 2,0, traduisant ainsi un niveau élevé de besoins non satisfaits surtout parmi les jeunes. Alors qu'il représentait 8,4 % en 2006, le taux de fécondité des adolescentes (15-19 ans) représente 11,78 % de la fécondité totale des femmes en âge de procréer en 2012.

51. Ces améliorations constatées sont essentiellement dues aux efforts du Gouvernement pour mettre en place des actions visant à permettre au pays de répondre aux besoins primaires de sa population et à ses engagements internationaux relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement. L'amélioration de l'offre de services a constitué en :

- L'identification de la santé maternelle comme point d'entrée du système sanitaire;
- La révision et dissémination des normes de prise en charge des complications de l'accouchement;
- La formation continue des cadres;
- L'extension des services SONU (centre de soins obstétricaux et néonataux d'urgence);
- La mise en place de l'Institut national de formation de sages-femmes;
- L'extension de la formation *Mère kangourou* pour la prise en charge des nouveau-nés;
- L'extension des services de prévention de la transmission mère/enfant du VIH (PTME);
- La mise en place d'une politique de sensibilisation des jeunes et adolescents sur la santé de la reproduction.

Interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants (art. 7 et 10)

52. L'Inspection générale de la police nationale d'Haïti a reçu 22 plaintes pour des cas d'abus d'autorité, y compris des cas de torture, pour la période allant de janvier à décembre 2013. Les policiers impliqués ont été auditionnés et les recommandations appropriées ont été faites par l'Inspection générale allant parfois jusqu'au renvoi des concernés.

53. L'État haïtien s'est engagé dans une réforme du système judiciaire qui concerne essentiellement le Code pénal et le Code de procédure criminelle. Plusieurs groupes de travail avaient déjà élaboré des projets et proposition de lois en ce sens. Ainsi, une commission a été mise en place le 8 juillet 2013 par le Président Michel Martelly en vue de faire des propositions de réforme et de revoir les propositions et projets de lois déjà élaborés. Des discussions sont en cours quant à l'intégration de la pénalisation de la torture et des peines ou autres traitements cruels, inhumains et/ou dégradants dans ce projet.

54. À l'heure actuelle, la torture, les peines ou autres traitements criminels inhumains ou dégradants sont sanctionnés. Plus précisément, le Code pénal haïtien en son article 293 punit de travaux forcés à perpétuité l'auteur d'actes de torture corporelle infligée à toute personne arrêtée ou mise en détention.

55. Dans sa lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, plusieurs mesures ont été prises par le Gouvernement et des mécanismes ont été mis en place, notamment:

- Un projet de loi-cadre sur la prévention, la sanction et l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles a été finalisé et sera soumis au Parlement à la prochaine session législative;
- Un deuxième plan national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles est mis en place pour la période 2012-2016;
- Des rencontres sectorielles stratégiques se tiennent régulièrement en vue de renforcer le processus de la concertation nationale de lutte contre les violences faites aux femmes;
- Le 7 août 2013, le Conseil des Ministres a approuvé la convocation du Forum des directeurs généraux en vue de débattre, entre autres, de la politique gouvernementale sur l'égalité entre les hommes et les femmes;
- Un projet portant sur l'hébergement des femmes et filles victimes de violence, incluant la construction d'une maison d'hébergement pour femmes victimes, a été mis en œuvre dans le département de l'Ouest, plus précisément dans la commune de Gressier;
- Un Bureau de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles a été inauguré le 27 novembre lors de la Journée de commémoration contre les violences faites aux femmes. Ce Bureau est tenu conjointement par le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes et la PNH.

56. En partenariat avec ONU-Femmes, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et le FNUAP, le Gouvernement a pris une série de dispositions pour réduire la violence faites aux femmes et aux filles dans trois camps de déplacés notamment les camps de Caradeux, terrain de Golf de Pétion Ville et Delmas 2.

57. Des séances de sensibilisation sur la violence ont été organisées pour les bénéficiaires à l'intérieur des camps. Des lampadaires ont été installés en vue de pallier le manque d'éclairage qui favorisait les agressions.

58. Des citernes à eau ont été disposées dans les camps en vue de limiter les cas d'abus sexuels commis sur les filles au moment de leurs déplacements vers les points d'eau placés hors des camps.

59. Un support a été apporté à la police en vue d'améliorer la prise en charge des victimes de violence sexuelle. Ainsi, avec l'aide d'organisations œuvrant dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes, diverses formations ont été dispensées dans les commissariats de police aux policiers et policières sur l'accueil des femmes victimes de violences. De plus, 450 policières viennent d'être formées en vue de renforcer l'effectif policier.

60. Avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Gouvernement a également dispensé une série de formations au profit d'un groupe de policiers qui constitueront le point focal genre au sein de la PNH.

61. L'article 2 du décret du 6 juillet 2005 stipule: «Quiconque aura commis un crime de viol, ou sera coupable d'agression sexuelle, consommée ou tentée avec violence, menace, surprise ou pression psychologique contre la personne de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de dix ans de travaux forcés».

62. En Haïti les punitions corporelles sont interdites et réprimées conformément à la loi du 10 septembre 2001, publiée le 10 octobre 2001 (Moniteur 2001, n° 80).

Liberté et sécurité de la personne

63. L'article 26-1 et suivant de la constitution haïtienne prévoit une procédure célère en faveur de quelqu'un qui est arrêté de façon arbitraire. C'est la procédure d'habeas corpus. Plusieurs dispositions du Pacte sont prises en compte dans le projet de réforme du Code pénal notamment le crime contre l'humanité et le génocide. Ces deux infractions seront définies et sanctionnées dans le nouveau projet de code pénal.

64. Le Gouvernement a procédé à la nomination de 17 juges pour enfants durant la période allant entre 1997 et 2014. Présentement, 13 juridictions, sur les 18 que compte la République, sont pourvues de juges pour enfants.

65. Le Ministère des affaires sociales via l'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR) a adopté des mesures post-détention sur certains problèmes confrontés par des mineurs en conflit avec la loi, telles que:

- Suivi de leurs dossiers de concert avec le tribunal pour enfant;
- Réinsertion post carcérale en famille ou en institution.

66. Des efforts ont été entrepris pour freiner la mise en détention systématique de ces mineurs. Un centre spécialisé pour les mineurs fonctionne depuis quelques mois à Delmas 3. De plus, un Centre de réinsertion pour les mineurs en conflit avec la loi, le CERMICOL, a été construit et inauguré en mai 2011 à Delmas 33 (département de l'Ouest). Ce centre assure un suivi psychosocial et une formation académique à ces mineurs. Néanmoins sa capacité d'accueil demeure insuffisante par rapport au nombre d'enfants concernés. L'infrastructure et le personnel d'un centre similaire, le CHARMICAL, sont en place à Cabaret (département de l'Ouest). Cependant, les moyens financiers manquent pour son opérationnalisation.

67. De manière générale, le gouvernement a pris des mesures pour séparer les mineurs des adultes dans les centres de détention sur tout le territoire. Toutefois, faute de moyens financiers, la détention demeure un procédé très répandu de gestion des cas des mineurs en conflit avec la loi. Parmi les efforts fournis, le gouvernement a mis l'accent sur la nomination et la formation des juges pour enfant.

Traitement des personnes privées de liberté (art. 10)

68. Pour réduire la surpopulation carcérale, le Ministère de la justice a créé des commissions de détention. Ces commissions composées de juges, de commissaires de Gouvernement et de représentants de secteurs de la société civile analysent les dossiers des détenus et les confient à des juges pour un traitement rapide. Ces travaux ont contribué à une réduction sensible de la population carcérale.

69. Le gouvernement a entrepris des travaux de rénovation de certaines prisons du pays. Ainsi, à Jérémie, la prison a été rénovée, la surface de détention a été ainsi augmentée de 90 m² et un réservoir d'eau a été construit. À la prison des Cayes, une cellule pour mineur a été construite et les travaux de construction d'un nouveau quartier pour femmes sont achevés, de même à Hinche, chef-lieu du département du Centre, un projet d'agrandissement de la prison est en cours d'exécution.

70. Concernant le pénitencier national, l'État haïtien projette de le déplacer, au moment opportun, dans le cadre de la reconstruction de l'aire métropolitaine.

Élimination de l'esclavage et de la servitude (art. 8 et 24)

71. Pour faciliter la mise en œuvre des dispositions de la loi relative à l'interdiction et à l'élimination de toutes formes d'abus, de violences, de mauvais traitements ou traitements inhumains contre les enfants, le Gouvernement haïtien a promulgué le 4 juin 2014 la loi sur la traite des personnes. Celle-ci établit le cadre référentiel pour la prévention, la protection des victimes et la poursuite des contrevenants.

72. De plus la nouvelle loi sur l'adoption, en conformité avec les dispositions de la convention de La Haye sur l'adoption internationale, a été publiée en novembre 2013. Cette loi offre des garanties substantielles à la protection des mineurs privés de leur famille et pour qui l'adoption internationale serait un recours subsidiaire.

73. Dans la même veine, le gouvernement a initié le processus de ratification des protocoles additionnels à la Convention relative aux droits de l'enfant. Il s'agit du Protocole facultatif à la Convention, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et du Protocole facultatif à la Convention, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

74. En vue de sensibiliser la population sur les effets négatifs de la pratique communément appelée *restavek*, une loi incluant une section sur le travail des enfants est en cours d'élaboration. Une campagne de sensibilisation contre la domesticité des enfants a été lancée et un système d'opération et de signalement des cas, notamment de domesticité, de traite et de trafic avec la mise en opération des numéros d'urgence 511 et 133 et l'email suivant: enfantsvulnerables@gmail.com. est opérationnel.

75. De même, une table sectorielle contre la domesticité a été mise en œuvre et une commission tripartite composée des représentants de l'État, des employeurs et des syndicats a été formée en vue de proposer des solutions aux problèmes posés par le travail des enfants. En cas de maltraitance des enfants, les dossiers sont transférés à la Brigade de protection des mineurs (BPM) ou au Parquet pour suites légales. De plus le gouvernement fournit son support aux organisations nationales luttant contre la domesticité comme la fondation Maurice Sixto.

76. Le gouvernement a mis en œuvre un dispositif de familles d'accueil stables pour les enfants victimes de traite au cas où le retour dans la famille d'origine n'est plus possible. Le standard de prise en charge des enfants vulnérables a été validé en novembre 2013. L'Institut du bien-être social s'est étendu dans les 10 départements avec notamment une présence renforcée au niveau des frontières (augmentation des agents frontaliers).

77. Des actions sont menées conjointement avec la République dominicaine pour extraire des enfants haïtiens de leur situation de victimes de traite (travail domestique et autres) et les trafiquants sont souvent arrêtés. De même le gouvernement procède souvent au retour des enfants victimes de la traite dans leur famille.

78. Des mesures ont été prises en vue du contrôle des voyages de mineurs. Un protocole de coopération a été signé le 25 juillet 2012 entre la Direction de l'immigration et de l'émigration (DIE), la Brigade de protection des mineurs et l'IBESR en vue de mieux contrôler le déplacement des mineurs vers les pays étrangers. Aux termes de ce protocole, toute sortie d'enfants hors du territoire doit se faire avec une autorisation préalable délivrée par l'IBESR. La DIE devra accompagner l'IBESR dans le contrôle de tous documents permettant l'entrée, la sortie ou le transit de tout mineur et son accompagnateur en vérifiant leur conformité et en s'assurant que les mineurs non accompagnés de leur parents

biologiques (père ou/et mère) soient munis d'une autorisation de départ délivrée par l'IBESR.

Emprisonnement pour dette (art. 11)

79. L'emprisonnement pour dette est interdit en Haïti conformément à la Convention interaméricaine de droit international privé appelé Code Bustamante dont le pays est partie. Il n'existe pas encore de loi d'application de cette convention, et il a été parfois constaté que des débiteurs qualifient d'escroquerie le non-paiement d'une dette pour faire emprisonner le créancier. Le Ministère de la justice et de la sécurité publique a adressé des lettres circulaires à toutes les juridictions de jugement en vue de les appeler à la vigilance et de leur rappeler l'obligation d'appliquer les dispositions du Code Bustamante en évitant tout emprisonnement pour dette.

Liberté de mouvement, droit à la personnalité juridique et à la vie privée (arts. 12, 13, 16 et 17)

80. Plusieurs mesures ont été prises par l'État en vue de trouver des solutions durables en faveur des personnes déplacées vivant dans les camps après le séisme du 12 janvier 2010. Parmi ces mesures, il convient de citer des programmes gouvernementaux de relogement tels que le programme 16/6, mis en œuvre avec le support du PNUD, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui consiste en la fermeture de six camps et la réhabilitation de 16 quartiers. Dans le cadre de ce programme, l'État agit de trois manières:

- Premièrement, les déplacés cherchent des maisons à louer et une subvention égalant une année de loyer leur est attribuée;
- Secondement, un appui est fourni pour la démolition des maisons marquées en rouge par le Ministère des travaux publics, transports et communication après le séisme, c'est-à-dire des maisons à démolir. Cette subvention couvre l'enlèvement des débris et l'allocation d'un montant de base équivalent à 6 000 dollars des États-Unis pour la reconstruction de ces maisons;
- Troisièmement, la réparation des maisons marquées en jaunes, c'est-à-dire des maisons pouvant être réparées eu égard au choc subi. Quelle que soit la solution choisie, une subvention de réinstallation de 20 000 gourdes est attribuée à chaque famille qui décide de quitter les camps.

81. Les autorités procèdent à un constat au cours de la nuit en vue de vérifier quelles familles habitent réellement le camp et peuvent bénéficier de la subvention, ceci en présence d'un juge de paix et du maire de la commune. Dans le cas des logements collectifs, une contribution est octroyée par famille. S'il s'agit d'une maison évolutive (une maison de base avec possibilité d'extension par étage), la contribution par famille est plus élevée. Généralement, après ce constat, un délai de 72 heures est accordé aux bénéficiaires pour se déplacer.

82. Il convient de mentionner que le Gouvernement ne pratique pas et n'encourage pas l'éviction forcée. Toutefois, il reconnaît que certains cas d'évictions forcées, voire violentes, ont eu lieu dans certains camps établis sur des propriétés privées, à l'initiative de particuliers. Pour éviter la reproduction de pareilles situations, le Gouvernement a passé des instructions au ministère public en vue de surseoir à l'exécution des décisions d'éviction prises contre les déplacés vivant dans les camps.

83. Il faut aussi citer le programme 400/100 consistant en la construction de 400 logements sociaux dans 100 quartiers, exécuté avec le support de la Banque interaméricaine de développement, comme mesure visant à trouver une solution durable pour les personnes déplacées.

84. De plus, un programme de construction de 3 000 logements sociaux est en cours d'exécution. Sur les 3 000 logements prévus, 1 280 unités sont achevées. L'inauguration de la première phase a été concrétisée par la construction et la remise des clés de 120 maisons, le 16 mai 2013. L'achèvement complet des travaux est prévu pour le début de l'année 2015. Les infrastructures sociales, ainsi que les principes modernes de l'habitat, sont pris en compte dans ces constructions et ces nouvelles communautés disposent d'une école fondamentale, d'un centre de santé, d'un poste de police et d'une station de pompiers en vue de fournir un service de proximité à la population.

85. Les personnes qui avaient perdu leurs pièces d'identité suite au séisme ou qui n'en possédaient pas, pouvaient en recevoir de nouvelles grâce à des initiatives prises par le Ministère de la justice. En effet, ce ministère a passé des instructions aux commissaires du gouvernement, les juges de paix et les officier d'État civil pour qu'ils délivrent aux personnes dépourvu d'acte de naissance une deuxième expédition après quelle aient produit un acte de notoriété dressé par le tribunal de paix de leur lieu de résidence. De plus, les archives nationales avaient mis en place des cellules d'urgence qui permettaient aux groupes ciblées d'avoir un extrait de leur acte de naissance. Cependant, l'incapacité pour une personne de présenter son acte de naissance n'en fait pas automatiquement un apatride en Haïti.

86. En raison des difficultés économiques du pays, plusieurs Haïtiens choisissent d'émigrer de manière irrégulière vers des pays étrangers. Ils sont parfois rapatriés de manière forcée par les autorités de ce pays. Le Gouvernement haïtien à travers l'Office national de la migration (ONM) accompagne ces rapatriés en vue de leur réintégration en leur assurant une prise en charge ponctuelle. Cette prise en charge consiste en un paquet minimum de services incluant l'hébergement provisoire, la nourriture, les vêtements, les médicaments une assistance psycho-sociale et un viatique, ce, pour une durée de 48 heures maximum en vue de leur faciliter le retour dans leur région d'origine.

87. Dans le même ordre d'idées, une attention particulière est apportée aux personnes à besoins spéciaux (blessés, familles séparées, enfants non accompagnés, femmes enceintes, personnes avec handicap).

88. L'IBESR et le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes travaillent de concert pour la réintégration des rapatriés selon qu'il s'agit d'enfants non accompagnés ou de femmes en difficulté.

Indépendance du système judiciaire, droit à un procès équitable (art. 14)

89. Un système judiciaire indépendant est une garantie d'un procès équitable. Le Gouvernement haïtien conscient de l'importance de ce principe a pris des mesures pour le rendre effectif. Ainsi le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire a été installé, un projet de réforme du Code pénal et du Code d'instruction criminel a été élaboré.

90. Actuellement un groupe d'experts haïtiens appuyés par certains membres de la section justice de la MINUSTAH revoit les deux codes en vue de les modifier. Ces experts haïtiens ont été nommés par arrêté du Président de la République.

91. Le travail du groupe aurait été plus avancé si le problème de lieu de rencontre permanent n'avait pas été posé. Cependant, grâce à la construction d'un local en matériaux préfabriqués, sur le site même du Ministère de la justice, les travaux devraient connaître une certaine accélération.

92. De plus l'École de la magistrature continue de dispenser des cours de formation initiale et continue à des magistrats. Quant à la justice itinérante initiée par le Ministère au niveau des tribunaux de paix, elle n'a pas connu de suite, en raison de contraintes financières. Néanmoins, entre 2010 et 2012, 39 annexes de tribunaux de paix ont été installées dans des sections communales.

93. Le Gouvernement haïtien s'est toujours soucié de rendre la justice accessible à la population. Pour renforcer cette accessibilité, il est créé quatre Bureaux d'assistance légale dans le département de l'ouest du pays. Étant donné que la majorité de la population haïtienne est créolophone, le créole qui est d'ailleurs l'une des langues officielles du pays est pratiqué dans les tribunaux. Toutefois, il existe peu de texte de lois traduits en créole.

94. Suite à de nombreuses dénonciations reçues dans le cadre du Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (PSUGO), la direction générale de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) a été mandatée par le Premier Ministre pour enquêter sur les écoles bénéficiaires de ce programme.

95. Parmi les 5 945 écoles (610 481 enfants) inscrites dans la liste communiquée à l'ULCC, 3 345 écoles ont été investiguées soit 56 %; et 274 écoles nécessiteraient une seconde vérification. Le 6 juin 2012, le Gouvernement a mis en place le Comité interinstitutionnel (présidé par la direction générale de l'ULCC) contre la fraude fiscale, la contrebande, le blanchiment des avoirs et la corruption afin d'augmenter les recettes fiscales et douanières. Les actions anti contrebandes menées dans différentes zone ont permis de restituer aux trésors publics un montant de 40 277 606,19 gourdes de janvier à décembre 2012 et pour l'année 2013 de janvier à novembre on a pu collecter 64 911 620 gourdes pour cette année on a une augmentation de 24 634 014 gourdes.

96. Parmi les réalisations de ce Comité on peut citer:

- La formation de 125 nouveaux agents douaniers;
- L'élaboration d'un plan de renforcement des structures de sécurité et de contrôle de tous les ports ouverts au commerce extérieur;
- Le redéploiement des brigades mixtes anti contrebande sur toute l'étendue du territoire en augmentant les effectifs de 12 à 18 en août 2013 et de 18 à 36 à partir d'octobre 2013;
- La Conduite de vérification quotidienne au niveau des entrepôts de marchandises des magasins et des entreprises suspectées de contrebande;
- La construction de clôture et barrières au bureau de douane de Belladère pour combattre la contrebande et lutter contre la corruption.

97. Avec l'appui de l'Union européenne et du PNUD, le Gouvernement haïtien va apporter un soutien continu aux structures permanentes du CSPJ afin de renforcer ses capacités institutionnelles dans son rôle de contrôle des cours et tribunaux avec notamment:

- La mise en place d'un processus d'un diagnostic des capacités du CSPJ et l'élaboration d'un plan de développement des capacités;
- La dynamisation des mécanismes de contrôles internes et externes des cours et tribunaux, avec un appui technique à la mise en place du processus de certification des juges, la mise en place de systèmes de gestion de l'information et de programme de formation des cadres du CSPJ et des magistrats;
- Le renforcement des capacités de la Direction administrative et budgétaire.

98. Doté d'une administration effective, le CSPJ constituera un pouvoir judiciaire pleinement indépendant capable d'assurer le respect des principes indispensables pour un bon fonctionnement de l'administration de la justice, notamment:

- La nomination des magistrats sur une base méritocratique;
- Le respect de l'indépendance de la magistrature et l'inamovibilité des magistrats du siège;
- La mise en place de mécanismes de contrôle, de discipline et de sanctions des magistrats en place;
- Le suivi dans la formation initiale des magistrats et dans la formation continue;

99. Dans le cadre de la professionnalisation de la PNH, un mandat a été donné aux Nations Unies par le Gouvernement haïtien afin de l'aider à vérifier les antécédents de ses membres. Ce processus de *vetting* a déjà permis d'examiner 4 736 dossiers desquels il a été recommandé d'expulser du corps 130 policiers. Ces policiers disposent d'une voie de recours interne auprès de l'Inspection générale de la police et également auprès de l'Office de la protection du citoyen (OPC).

100. Des ressources humaines, matérielles et financières ont été mises à la disposition de l'Inspection générale de la police pour garantir son fonctionnement de manière efficiente et indépendante. En terme de ressources humaines, 131 policiers, dont 32 officiers, et 231 personnes affectées aux questions administratives constituent le personnel de l'institution pour l'année 2013. Des ressources matérielles dont trente véhicules et du matériel didactique, logistique et informatique ont été fournis à l'Inspection générale. Enfin, un fond de roulement de l'ordre de 4 134 569,03 gourdes a été accordée à cette institution pour l'année 2013. Ce montant n'inclut pas les autres ressources provenant du budget général de la PNH.

Liberté de pensée, de conscience et de religion (art. 18)

101. La liberté de cultes est reconnue en Haïti et la législation haïtienne a consacré cette liberté. Toutes les confessions religieuses exercent librement leur culte en Haïti pourvu qu'elles ne troublent pas l'ordre et la paix publique. En ce qui a trait à leur enregistrement auprès des autorités publiques, les lois en vigueur décrivent les procédures pour les cultes catholiques, réformés et le vodou. Néanmoins, il existe un vide juridique pour l'enregistrement des cultes n'appartenant pas à ces groupes religieux. Le Ministère des cultes mène une réflexion sur l'opportunité de présenter un avant-projet de loi pour combler cette lacune.

102. Plusieurs mesures ont été prises pour lutter contre la discrimination basée sur la religion. Toutes les fois que des actes attentatoires à la liberté religieuse sont portés à la connaissance du Ministère des cultes, des mesures appropriées sont prises par cette institution. Par contre certains cas relèvent de la compétence de la justice, ainsi, à Jérémie, le chef-lieu du département de la grande-Anse des prêtres-vodous ont été lynchés par des membres de la population sous le prétexte qu'ils avaient jeté un sort propageant le choléra. L'action publique a été mise en mouvement et cinq personnes ont été arrêtées dont deux condamnées.

Liberté d'opinion et d'expression (art. 19)

103. La liberté d'expression est garantie, la loi actuelle régissant la liberté de la presse est assez libérale pour faciliter la jouissance effective de cette liberté d'expression. Toutefois, lorsque des cas d'agression de journalistes sont portés à l'attention des autorités concernées, des enquêtes sont menées et des mesures appropriées sont prises. On peut citer par exemple le cas du journaliste Wendy Phell qui a été sévèrement agressé par un agent de sécurité du

maire de la commune de Thomonde (Département du centre). Le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, saisi de ce dossier a mené une enquête et a ordonné la suspension provisoire du maire dans ses fonctions en attendant la décision de la justice.

104. Cela fait quatorze ans depuis que le journaliste Jean Léopold Dominique ainsi que le gardien de sa station ont été tués devant le local de la station Radio Haïti Inter à Delmas. La justice haïtienne, saisie du dossier n'a, jusqu'à présent, pas organisé le procès. Cependant, le dossier n'a jamais été classé. C'est ainsi, après des instructions menées par des juges différents et de manière successive, une ordonnance de renvoi contre des inculpés a été rendue en janvier 2014.

105. Les avocats des inculpés ont interjeté appel de l'ordonnance et la cour d'appel de Port-au-Prince saisi du dossier, a ouvert les instructions. C'est ainsi que l'un des suspects M. Markington Philippe qui vivaient en Argentine, sur demande de la justice haïtienne a été arrêté et rapatrié en Haïti afin de répondre aux questions des juges compétents dans le cadre du dossier.

106. Quant aux cas d'assassinat de Brignol Lindor, le 3 décembre 2001 et de Jacques Roche, retrouvé mort le 15 juillet 2005, la justice haïtienne a organisé des procès criminels aboutissant à des condamnations de personnes reconnues coupable de ces crimes.

107. Selon l'article 313 du Code pénal haïtien, «Sera coupable du délit de diffamation, celui qui, soit dans les lieux ou réunions publics, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu, ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui porte atteinte à son honneur et à sa considération».

108. Selon l'article 316 du même code issu du décret du 13 juin 1950 le diffamateur sera puni des peines suivantes:

«Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort ou les travaux forcés à perpétuité, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de trois cents à mille cinq cents gourdes. Dans tous les autres cas, l'emprisonnement sera de six mois à un an, et l'amende de cent à cinq cents gourdes.- C. pén. 9-10, 26 suiv., 36.»

109. Les cas de plaintes pour diffamation sont assez rares et aboutissent généralement à un arrangement amiable entre les concernées.

Liberté de réunion et d'association (art. 21 et 22)

110. Des plaintes sont parfois portées contre des agents de police pour avoir utilisé la force de manière excessive pour disperser des manifestants. Lorsque ces cas se présentent des enquêtes sont diligentées par l'Inspection générale de la police. L'État haïtien accorde une grande importance à la protection des défenseurs des droits humains. Ainsi, des demandes de prise de mesures conservatoires produites par la Commission interaméricaine des droits de l'homme en faveur des organisations de défense des droits de l'homme ou des défenseurs des droits de l'homme sont traitées de manière diligente par les autorités compétentes.

111. S'agissant des cas d'assassinats de Daniel Dorsinvil et Girdy Larêche le 8 février 2014, l'enquête a révélé qu'ils ont été victimes d'un vol à main armée qui n'avait aucun rapport avec leurs activités de défenseurs des droits humains. Un suspect a été arrêté dans le cadre de ce dossier.

112. Par ailleurs, des efforts considérables ont été consentis pour la prise en compte des violences sexuelles. Par exemple, la coordonnatrice d'une organisation qui lutte contre les violences sexuelles en Haïti et assiste les victimes (KOFIVIV) a été victime d'une série

d'acte de violence et d'intimidation. À cet effet, des plaintes ont été déposées les 11 et 17 septembre 2013 et le 24 février 2014 une suspecte a été arrêtée par les autorités.

113. En ce qui a trait au LGBT, le coordonnateur d'une organisation des droits des LGBT (KOURAJ) avait fait l'objet d'intimidation et de menaces de mort en juillet 2013. Une plainte a été déposée le 3 décembre auprès du cabinet d'instruction du tribunal de première instance de Port-au-Prince. Une enquête a été ouverte sur cette affaire.

Droits de l'enfant (art. 24)

114. La République d'Haïti a ratifié en juin 2012 la Convention de La Haye sur l'adoption internationale et a révisé l'ancienne loi de 1974 sur l'adoption. Ainsi, une nouvelle loi sur l'adoption est entrée en vigueur en novembre 2013, interdisant les adoptions individuelles et privées, lesquelles ne sont plus acceptées en Haïti.

115. Désormais, les demandes doivent être soumises directement à l'IBESR par les familles adoptives ou leur représentant légal dans le cas de l'adoption nationale et par un organisme agréé d'adoption dans le cas de l'adoption internationale. Aucune famille adoptive et aucun organisme agréé ne sont autorisés à identifier eux-mêmes les enfants à adopter. Il relève de la compétence de l'État haïtien via l'IBESR de décider de l'adoptabilité d'un enfant et de son apparentement avant la suite de la procédure par devant les instances judiciaires.

116. C'est là une garantie exigée dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect de la coopération qui est établie entre les États en matière d'adoption internationale et de prévention du trafic et de la traite d'enfant.

Participation aux affaires publiques (art. 25)

117. La circulaire 2013-0001 relative au recrutement a été adoptée en Conseil des Ministres le 1^{er} décembre 2013 pour rappeler l'obligation légale de recruter par concours dans la fonction publique. Des dossiers de nominations de fonctionnaires sont souvent bloqués par l'Office de management des ressources humaines faute de preuve de la tenue d'un concours.

Diffusion d'une information concernant le Pacte (art. 2)

118. Le Pacte a été publié au journal officiel le Moniteur n° 2 du 7 janvier 1991. Il n'a pas encore été traduit en créole. Des organisations de la société civile ont participé à un atelier de discussions sur le projet de rapport initial d'Haïti tenu en 2012 à Port-au-Prince. Au cours de cet atelier des groupes thématiques ont été formés en vue de réfléchir sur différents points abordés dans le rapport. Leurs points de vues et opinions ont été partagés ensuite avec l'assistance au cours d'une séance plénière. Certaines de leurs recommandations ont été prises en compte lors de la rédaction de la version finale.

Conclusion

119. La République d'Haïti fait face à de nombreuses contraintes qui limitent sa capacité à garantir la pleine application des dispositions du Pacte sur son territoire. Toutefois, le Gouvernement est résolument engagé dans la promotion de l'état de droit même avec les moyens limités.